

Les Thés DAVIDsTEA annonce les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2019 ainsi que des informations financières préliminaires pour la période de 17 semaines close le 30 mai 2020

Faits saillants financiers du T4 2019

- Les ventes ont diminué de 11,6 % à 73,5 M\$ et les ventes comparables des mêmes boutiques ont baissé de 17,3 %
- Hausse de 18,5 % ou 2,8 M\$ des ventes tirées du commerce électronique et de gros
- Perte d'exploitation de 6,0 M\$ comparativement à une perte de 1,3 M\$
- BAIIA¹ ajusté de 9,7 M\$ comparativement à 10,9 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Flux de trésorerie positifs liés à l'exploitation de 24,8 M\$, comparativement à 24,4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Trésorerie nette de 46,3 M\$ au 1^{er} février 2020, comparativement à 42,1 M\$ au 2 février 2019

Mise à jour de la performance financière pour la période de 17 semaines close le 30 mai 2020

- Ventes de 41,2 M\$, en baisse de 27,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
- Revenus du commerce électronique et de gros de 26,0 M\$ pour la période, soit 63,0 % du total des revenus pour la période, en hausse de 162,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
- Trésorerie de 41 M\$ au 30 mai 2020

MONTREAL, le 15 juin 2020 - Les Thés DAVIDsTEA Inc. (Nasdaq: DTEA) (« DAVIDsTEA » ou la « Société »), l'un des premiers marchands de thé en Amérique du Nord, annonce ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice pour la période close le 1^{er} février 2020 (l'« exercice 2019 ») et fait le point sur les plans futurs dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 en cours. Sauf indication contraire, les résultats de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice 2019 reflètent l'adoption de l'IFRS 16, tel que décrit ci-dessous à la rubrique « Adoption de l'IFRS 16 - Contrats de location ». Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

« Avec la fermeture de tous nos magasins depuis la mi-mars, nous sommes reconnaissants que nombre de nos fidèles clients amateurs de thé se soient tournés vers l'achat de nos thés en ligne, ainsi que dans les supermarchés et les pharmacies. La forte performance de ces canaux de vente au cours des derniers mois nous a convaincus que nous sommes sur la bonne voie pour l'avenir. En ces temps difficiles, plus que jamais, les consommateurs voient et apprécient les bienfaits de nos thés pour la santé et le bien-être. Nous avons entrepris de créer un réseau plus allégé de magasins de vente au détail et plus rentable. Lorsque ce projet sera achevé, nous serons mieux à même de nous concentrer sur notre position d'experts en thé et de premier fournisseur de thé en feuilles en Amérique du Nord. Nous sommes conscients que nos employés ont traversé des moments difficiles et je les remercie sincèrement pour leur dévouement à DAVIDsTEA », a déclaré Herschel Segal, fondateur, président du conseil et chef de la direction intérimaire de DAVIDsTEA.

« Notre performance durant l'exercice 2019 et l'impact de la COVID-19 démontrent clairement la nécessité d'un changement dans des délais accélérés. La solide performance de nos canaux du commerce électronique et de gros au cours des 17 premières semaines de l'exercice 2020, et surtout depuis la fermeture de tous nos magasins à la mi-mars, nous inspire confiance quant à notre stratégie de transformation. Nous devons maintenant ajuster notre empreinte sur le marché nord-américain du détail pour mieux refléter notre stratégie omnicanale et l'importance croissante que nous accordons aux canaux du commerce électronique et de gros, et tirer parti de notre marque exceptionnelle pour élargir notre portefeuille de produits. Notre succès futur dépend en grande partie de notre capacité à nous retirer stratégiquement des magasins de détail non rentables », a déclaré Frank Zitella, chef de la direction financière et de l'exploitation.

« L'imprévisibilité entourant la reprise des activités après la pandémie de la COVID-19 et l'impact des changements de comportement des consommateurs représentent des incertitudes importantes pour tous les détaillants. Notre défi consiste à mettre en œuvre notre stratégie afin de restructurer notre présence sur le marché nord-américain du détail pour réduire les pertes continues causées par les magasins non rentables. Si nous ne parvenons pas à négocier avec nos propriétaires pour optimiser notre empreinte au détail afin de refléter les nouvelles circonstances, nous devons peut-être procéder à une restructuration officielle pour y parvenir. Avec le soutien total du conseil d'administration, notre équipe de direction est alignée et concentrée sur la nécessité de relever avec succès les défis à venir, afin d'émerger avec un réseau de magasins rentables complétant nos canaux du commerce électronique et de gros », a poursuivi M. Segal.

Tous nos magasins de détail sont fermés depuis le 17 mars 2020 en raison des efforts déployés pour freiner la propagation de la COVID-19 et des mesures de confinement imposées par le gouvernement. Par conséquent, nous n'avons pas versé les loyers pour les mois d'avril, de mai et de juin à ce jour. Alors que les détaillants à travers l'Amérique du Nord commencent à reprendre leurs activités, nous équilibrons prudemment la sécurité de nos employés et de nos clients, avec des plans visant à tester la réouverture de certains magasins ; cependant, nous ne procéderons à ce test que lorsque nous aurons une vision plus claire de la façon dont la pandémie se déroule, et que nous aurons évalué l'impact de tout programme gouvernemental et des propriétaires sur nos activités, et la façon dont nous traitons les contraintes opérationnelles qui nous sont imposées dans le cadre des mesures de déconfinement du gouvernement. À l'heure actuelle, la Société est incapable de prédire quand, si et combien de ses magasins de détail elle sera en mesure d'ouvrir. Nous continuerons à surveiller la situation à mesure que d'autres commerces de détail reprendront leurs activités, en déterminant le moment et l'approche appropriés pour une réouverture sécuritaire de nos magasins. Après la fin de l'année, la Société n'a pas renouvelé les baux de trois magasins au Canada et s'est retirée plus tôt d'un magasin aux États-Unis. Au 15 juin 2020, la Société est en négociation afin de se retirer de huit magasins supplémentaires.

Informations financières préliminaires pour la période close le 30 mai 2020

Les informations financières préliminaires suivantes pour la période de 17 semaines close le 30 mai 2020 ne sont pas auditées et sont sujettes à modification :

- Les ventes au cours de la période se sont élevées à 41,2 M\$, soit une baisse de 27,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse reflète la fermeture de tous les magasins à partir du 17 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19, compensée par une croissance exceptionnelle des ventes dans nos canaux de commerce électronique et de gros.
- Les ventes du commerce électronique ont augmenté de 170,5 % et les ventes de gros de 82,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.
- Les ventes générées après la fermeture de nos magasins pour la période du 18 mars 2020 au 30 mai 2020 ont augmenté de manière significative. Les ventes du commerce électronique ont augmenté de 268,2 % et les ventes de gros de 81,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Dans ces circonstances, la Société est satisfaite de ces résultats et nous continuons à bénéficier d'une situation financière solide, sans dette et avec une trésorerie de 41 M\$ au 30 mai 2020.

Résultats d'exploitation du quatrième trimestre de l'exercice 2019 comparés aux résultats d'exploitation du quatrième trimestre de l'exercice 2018

Ventes. Les ventes ont diminué de 11,6 %, passant de 83,1 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice 2018 à 73,5 M\$. Les ventes réalisées par le biais des canaux du commerce électronique et de gros ont augmenté de 2,8 M\$, ou 18,5 %, principalement en raison d'une plus grande adoption en ligne au Canada et aux États-Unis, ainsi que d'une demande accrue dans notre canal de distribution des marchés d'alimentation. Cette hausse a été compensée par une baisse des ventes au détail de 12,4 M\$, et par une diminution de 11,5 M\$, ou 17,3 %, des ventes comparables des mêmes boutiques.

Bénéfice brut. Le bénéfice brut a diminué de 1,2 %, ou 0,5 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 39,1 M\$ pour les trois mois clos le 1^{er} février 2020. La norme IFRS 16 remplace les charges au titre des contrats de location-exploitation linéaires par une charge d'amortissement pour les actifs de droit d'utilisation et les frais d'intérêts sur les dettes de location. Par conséquent, les charges au titre des contrats de location-exploitation linéaires ne sont plus comprises dans le coût des ventes pour obtenir le bénéfice brut. Avant l'adoption de la norme IFRS 16, les charges au titre des contrats de location-exploitation linéaires s'élevant à 5,9 M\$ auraient été comprises dans le calcul du bénéfice brut. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, le bénéfice brut a diminué de 6,3 M\$ pour atteindre 33,2 M\$, soit une marge brute de 45,2 % pour les trois mois clos le 1^{er} février 2020, une baisse de 2,4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent résultant d'un changement dans la composition des ventes de produits et de la réduction des coûts fixes en raison des ventes comparables négatives des mêmes boutiques.

Frais de vente, généraux et administratifs. Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 4,0 M\$ ou 10,2 % pour s'établir à 45,1 M\$ pour les trois mois clos le 1^{er} février 2020 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Selon la norme IFRS 16, les frais de vente, généraux et administratifs comprennent 2,9 M\$ d'amortissement en rapport avec nos actifs de droit d'utilisation. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, les frais de vente, généraux et administratifs se seraient établis à 42,2 M\$, soit une diminution de 1,3 M\$, ou 3,2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et, en pourcentage des ventes, se seraient élevés à 57,3 %, ce qui représente une augmentation de 8,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant l'incidence de l'IFRS 16 et la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation pour les trois mois clos le 1^{er} février 2020, ainsi que l'impact des contrats déficitaires, la dépréciation des immobilisations corporelles, les coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, les coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations et les coûts de résiliation

du projet d'ERP pour les trois mois clos le 2 février 2019, les frais de vente, généraux et administratifs ajustés ont augmenté de 0,3 M\$ pour les trois mois clos le 1^{er} février 2020. En pourcentage des ventes et en excluant l'incidence de l'IFRS 16, les frais de vente, généraux et administratifs ajustés ont augmenté de 37,4 % à 42,8 % en raison de la baisse des ventes au détail.

Résultats des activités d'exploitation. La perte d'exploitation s'est élevée à 6,0 M\$, comparativement à une perte de 1,3 M\$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, la perte d'exploitation se serait élevée à 8,9 M\$, soit une augmentation de 7,6 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation de la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation en 2019. Le bénéfice d'exploitation ajusté, qui exclut toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, de l'incidence des contrats déficitaires, des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, et de la résiliation du projet d'ERP, s'est établi à 1,8 M\$, comparativement à 8,4 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges financières. Les charges financières sont demeurées stables à 1,4 M\$ au cours du trimestre clos le 1^{er} février 2020 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les charges financières selon l'IFRS 16 comprennent les frais d'intérêts sur les dettes de location évaluées à la valeur actuelle des paiements de location à effectuer sur la durée du bail. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, et principalement en raison de la révision d'une estimation des intérêts sur une position fiscale incertaine, les intérêts créditeurs de 0,3 M\$ se comparent favorablement à une charge de 1,4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Revenus financiers. Les revenus financiers de 0,2 M\$ proviennent principalement des intérêts sur l'encaisse et ont légèrement augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Provision (récupération) pour l'impôt sur le revenu. La récupération de l'impôt sur le revenu s'est élevée à 1,5 M\$ par rapport à une provision de 10,7 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La récupération est due à l'ajustement de la provision à l'égard de positions fiscales incertaines prises au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La provision prise au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent était principalement due à une réduction des actifs d'impôt sur le revenu reporté et à une provision à l'égard de positions fiscales incertaines.

BAlIA et BAlIA ajusté. Le BAlIA, qui exclut les éléments sans effet sur la trésorerie ou d'autres éléments de la période courante et des périodes antérieures, s'est élevé à un montant négatif de 1,3 M\$ pour le trimestre clos le 1^{er} février 2020, comparativement à 0,8 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, le BAlIA se serait établi à un montant négatif de 7,2 M\$, ce qui représente une diminution de 8,0 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAlIA ajusté pour le trimestre s'est chiffré à 9,7 M\$, comparativement à 10,9 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, la rémunération à base d'actions et la perte sur la cession d'immobilisations corporelles pour les trois mois clos le 1^{er} février 2020 et l'incidence de la rémunération à base d'actions, les coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, la dépréciation des immobilisations corporelles, les contrats déficitaires, le loyer reporté, la perte sur la cession d'immobilisations corporelles, les coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, et les coûts de résiliation du projet d'ERP pour les trois mois clos le 2 février 2019, le BAlIA ajusté a diminué de 7,0 M\$ pour s'établir à 3,9 M\$.

Perte nette. La perte nette s'est établie à 5,7 M\$ pour le trimestre clos le 1^{er} février 2020, comparativement à une perte nette de 13,3 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, la perte nette se serait chiffrée à 7,0 M\$, soit une diminution de la perte nette de 6,3 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté, qui exclut l'impact des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, l'impact des contrats déficitaires, les coûts de résiliation du projet d'ERP et les coûts liés à l'examen stratégique et de la course aux procurations, la dépréciation des actifs d'impôts reportés et la mise en place d'actifs d'impôts reportés résultant de la probabilité d'utiliser les reports de pertes fiscales d'exploitation, s'est élevé à 1,9 M\$, comparativement à 6,4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Perte nette entièrement diluée par action. La perte nette entièrement diluée par action ordinaire s'est établie à 0,21 \$, comparativement à une perte nette de 0,51 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2018. Le bénéfice net ajusté entièrement dilué par action ordinaire, qui correspond au bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré des actions en circulation entièrement diluées, était de 0,12 \$ par action comparativement à 0,25 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Trésorerie. À la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2019, la Société disposait de 46,3 M\$ en trésorerie. Notre situation de trésorerie nous permet d'exécuter notre stratégie et d'investir davantage dans le financement du fonds de roulement, des améliorations des technologies de transformation et des infrastructures connexes.

Exercice clos le 1^{er} février 2020 comparé à l'exercice clos le 2 février 2019

Ventes. Les ventes pour l'exercice 2019 ont diminué de 7,7 %, ou 16,3 M\$, pour se chiffrer à 196,5 M\$, par rapport à 212,8 M\$ pour l'exercice 2018. Les ventes de nos canaux de commerce électronique et de gros ont augmenté de 7,3 M\$, ou 20,9 %, principalement

en raison d'une plus grande adoption en ligne ainsi que d'une demande accrue dans notre canal de distribution des marchés d'alimentation. Cette hausse a été compensée par une baisse des ventes au détail de 23,6 M\$ et une diminution de 22,1 M\$, ou 12,7 %, des ventes comparables des mêmes boutiques.

Bénéfice brut. Le bénéfice brut a augmenté de 10,8 %, ou 10,6 M\$, par rapport à l'exercice 2018, pour atteindre 108,6 M\$ pour l'exercice 2019. L'IFRS 16 remplace les charges au titre des contrats de location-exploitation linéaires par une charge d'amortissement pour les actifs de droit d'utilisation et les frais d'intérêts sur les dettes de location. Par conséquent, les charges au titre des contrats de location-exploitation linéaires ne sont plus comprises dans le coût des ventes pour obtenir le bénéfice brut. Avant l'adoption de la norme IFRS 16, les charges au titre des contrats de location-exploitation linéaires s'élevant à 23,2 M\$ auraient été comprises dans le calcul du bénéfice brut. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, le bénéfice brut a diminué de 12,6 M\$ pour atteindre 85,4 M\$, ce qui représente une marge brute de 43,5 % pour l'exercice 2019, soit une baisse de 2,6 % par rapport à l'exercice 2018 en raison d'un changement dans la composition des ventes de produits et de la réduction des coûts fixes en raison des ventes comparables négatives des mêmes boutiques.

Frais de vente, généraux et administratifs. Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 7,6 %, ou 9,6 M\$, pour atteindre 135,3 M\$ pour l'exercice 2019, par rapport à l'exercice 2018. Selon la norme IFRS 16, les frais de vente, généraux et administratifs comprennent 12,1 M\$ d'amortissement en lien avec nos actifs de droit d'utilisation. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, les frais de vente, généraux et administratifs se seraient élevés à 123,3 M\$, soit une baisse de 2,5 M\$, ou 2,0 %, par rapport à l'exercice 2018 et, en pourcentage des ventes, ils auraient atteint 62,7 %, ce qui représente une augmentation de 3,6 % par rapport à l'exercice 2018. En excluant l'incidence de l'IFRS 16 et de la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation pour l'exercice 2019, ainsi que l'incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, des contrats déficitaires, des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations et de la résiliation du projet d'ERP pour l'exercice 2018, les frais de vente, généraux et administratifs ajustés ont diminué de 2,4 M\$ pour l'exercice 2019. En pourcentage des ventes, les frais de vente, généraux et administratifs ajustés sont passés de 50,7 % à 53,7 % en raison de la baisse des ventes au détail.

Résultats des activités d'exploitation. La perte d'exploitation s'est établie à 26,7 M\$ par rapport à une perte de 27,7 M\$ pour la même période en 2018. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, la perte d'exploitation se serait élevée à 37,9 M\$, soit une augmentation de 10,1 M\$ par rapport à la même période en 2018. Cette augmentation est principalement due à la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation en 2019. La perte d'exploitation ajustée, qui exclut toute incidence des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, de la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, des contrats déficitaires, des coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, ainsi que de la résiliation du projet d'ERP, s'est chiffrée à 20,1 M\$, comparativement à une perte de 9,9 M\$ pour la même période de l'exercice précédent, qui s'explique en grande partie par la baisse des revenus par rapport à l'exercice précédent.

BAIIA et BAIIA ajusté. Le BAIIA, qui exclut les éléments sans effet sur la trésorerie ou d'autres éléments de la période courante et des périodes antérieures, s'est établi à un montant négatif de 7,6 M\$ pour l'exercice 2019, comparativement à un montant négatif de 19,5 M\$ pour l'exercice 2018. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, le BAIIA se serait établi à un montant négatif de 30,8 M\$, ce qui représente une augmentation de 11,3 M\$ par rapport à l'exercice 2018. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2019 s'est élevé à 11,1 M\$, comparativement à un montant négatif de 1,3 M\$ pour l'exercice 2018. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, la rémunération à base d'actions et la perte sur la cession d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2019 et l'incidence de la rémunération à base d'actions, les coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, la dépréciation des immobilisations corporelles, les contrats déficitaires, la perte sur la cession d'immobilisations corporelles, le loyer reporté, les coûts de l'examen stratégique et de la course aux procurations, et la résiliation du projet d'ERP pour l'exercice 2018, le BAIIA ajusté a diminué de 10,8 M\$ pour s'établir à 12,1 M\$, et s'explique en grande partie par la baisse des revenus par rapport à l'exercice précédent.

Perte nette. La perte nette s'est établie à 31,2 M\$ pour l'exercice 2019, comparativement à une perte nette de 33,5 M\$ pour l'exercice 2018. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, la perte nette se serait chiffrée à 35,4 M\$, ce qui représente une augmentation de 1,9 M\$ de la perte nette par rapport à l'exercice 2018. La perte nette ajustée, qui exclut l'impact des coûts liés à la cessation d'emploi de membres de la haute direction, la dépréciation des immobilisations corporelles et des actifs de droit d'utilisation, l'impact des contrats déficitaires, les coûts de résiliation du projet d'ERP et les coûts liés à l'examen stratégique et de la course aux procurations, la dépréciation des actifs d'impôts reportés et la mise en place d'actifs d'impôts reportés résultant de la probabilité d'utiliser les reports de pertes fiscales d'exploitation, s'est élevée à 19,4 M\$, comparativement à 6,8 M\$ pour l'exercice précédent, et s'explique en grande partie par la baisse des revenus par rapport à l'exercice précédent.

Charges financières. Les charges financières se sont élevées à 6,7 M\$ pour l'exercice 2019, soit une augmentation de 5,1 M\$ par rapport à l'exercice 2018. Les charges financières selon l'IFRS 16 comprennent les frais d'intérêts sur les dettes de location évaluées à la valeur actuelle des paiements de location à effectuer sur la durée du bail. La Société a comptabilisé un passif au titre de la location de 102,2 M\$ lors de l'application initiale de l'IFRS 16. En excluant l'incidence de l'IFRS 16, les charges d'intérêts auraient été positives de 0,3 M\$ en raison de l'ajustement des intérêts et de la pénalité sur la provision à l'égard de positions fiscales incertaines, comparativement à 1,6 M\$ pour l'exercice 2018.

Revenus financiers. Les revenus financiers de 0,7 M\$ pour l'exercice 2019 proviennent principalement des intérêts sur l'encaisse et ont légèrement augmenté par rapport à l'exercice 2018.

Provision (récupération) de l'impôt sur le revenu. La récupération de l'impôt sur le revenu s'est élevée à 1,5 M\$, comparativement à une provision de 4,9 M\$ pour l'exercice 2018. La récupération est due à l'ajustement de la provision à l'égard de positions fiscales incertaines prises au cours de l'exercice précédent. Nos taux d'imposition effectifs étaient de 4,9 % et (17,0 %) pour les exercices 2019 et 2018, respectivement. Le taux d'imposition effectif a augmenté principalement en raison de la réduction des actifs d'impôts reportés de l'exercice précédent et d'un ajustement de la provision à l'égard de positions fiscales incertaines pour l'exercice en cours.

Perte nette par action. La perte nette entièrement diluée par action ordinaire était de 1,20 \$ pour l'exercice 2019, comparativement à 1,29 \$ pour l'exercice 2018. La perte nette ajustée entièrement diluée par action ordinaire, qui correspond à la perte nette ajustée divisée par le nombre moyen pondéré des actions en circulation entièrement diluées, était de 0,58 \$ par action pour l'exercice 2019, comparativement à 0,26 \$ par action pour l'exercice 2018.

Liquidités et ressources en capital

Au 1^{er} février 2020, nous disposons d'une trésorerie de 46,3 M\$, principalement détenue par les grandes institutions financières canadiennes. Le total de l'actif à court terme moins la somme des comptes fournisseurs et autres crédeurs et des revenus reportés était de 52,9 M\$ et de 65,8 M\$, respectivement pour les exercices 2019 et 2018.

Notre principale source de liquidités est constituée par l'encaisse. Nos principaux besoins en liquidités sont le financement du fonds de roulement hors trésorerie, les investissements liés à la transformation des infrastructures et des technologies de l'information et le retrait des contrats de location à des conditions favorables.

Les dépenses en immobilisations varient généralement en fonction du calendrier des investissements liés aux infrastructures et à la technologie. Au cours de l'exercice 2019, les dépenses en immobilisations ont totalisé 3,6 M\$. Nous avons consacré environ 72 % de nos dépenses en immobilisations afin de poursuivre nos investissements dans notre infrastructure technologique. Le reste des dépenses en immobilisations a été utilisé pour rénover et améliorer les magasins existants.

Nos principaux besoins en fonds de roulement sont liés à l'achat de stocks et au paiement des salaires, des loyers et des autres dépenses d'exploitation des magasins. Nos besoins en fonds de roulement fluctuent au cours de l'année, augmentant au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice alors que nous prenons possession de quantités croissantes de stocks en prévision de notre saison de vente de pointe au cours du quatrième trimestre de l'exercice. Nous avons financé nos dépenses en immobilisations et nos besoins en fonds de roulement à partir de notre trésorerie et des liquidités nettes provenant de nos activités d'exploitation.

Selon nos prévisions actuelles, bien que nous prévoyons généralement que nous disposons de suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins actuels et prévus à court terme, nous sommes dans un processus de réévaluation de nos activités et de mise en œuvre de nouvelles stratégies. Si nous ne sommes pas en mesure de mettre en œuvre nos stratégies liées à l'optimisation de notre empreinte au détail en Amérique du Nord afin de réduire les pertes causées par les magasins non rentables, de diminuer nos coûts en général et d'accélérer la croissance de notre magasin en ligne, notre conseil d'administration pourrait éventuellement procéder à une restructuration, qui pourrait inclure une réorganisation ou une faillite, ou une dissolution, une liquidation et/ou une dissolution de la Société.

Prolongation pour le dépôt des résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2020

La crise de la COVID-19 et les événements connexes ont obligé la direction à consacrer beaucoup de temps et d'attention à la gestion de l'entreprise dans cet environnement en évolution rapide. Le 5 juin 2020, la Société a annoncé qu'elle publierait ses résultats financiers du premier trimestre pour la période close le 2 mai 2020, initialement prévue le 16 juin 2020, au plus tard le 31 juillet 2020.

Adoption de l'IFRS 16 - Contrats de location

La Société a adopté l'IFRS 16 - Contrats de location, qui remplace l'IAS 17 - Contrats de location et interprétations connexes, en utilisant l'approche rétrospective modifiée, applicable à la période annuelle ouverte à compter du 3 février 2019. Par conséquent, les résultats de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice 2019 reflètent la comptabilisation des contrats de location selon IFRS 16. Les chiffres comparatifs pour le quatrième trimestre et l'exercice 2018 n'ont pas été retraités et continuent d'être présentés selon IAS 17, Contrats de location. Se reporter aux notes 3 et 4 de nos états financiers consolidés de l'exercice 2019 pour plus de détails sur l'application de la norme IFRS 16.

Données financières consolidées résumées

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information relative aux montants par action)

	Pour les trois mois clos			Pour l'exercice clos		
	1 février 2020	Hors impact d'IFRS 16 ⁽¹⁾	2 février 2019	1 février 2020	Hors impact d'IFRS 16 ⁽¹⁾	2 février 2019
	(Non vérifiés)					
Ventes	73 538	\$ 73 538	\$ 83 144	\$ 196 462	\$ 196 462	\$ 212 753
Coût des ventes	34 457	40 321	43 581	87 886	111 092	114 774
Bénéfice brut	39 081	33 217	39 563	108 576	85 370	97 979
Frais de vente, généraux et administratifs	45 050	42 153	40 857	135 306	123 255	125 722
Perte d'exploitation	(5 969)	(8 936)	(1 294)	(26 730)	(37 885)	(27 743)
Charges financières	1 445	(212)	1 377	6 751	(211)	1 614
Revenus financiers	(213)	(213)	(126)	(784)	(784)	(700)
Provision (récupération) de l'impôt sur le revenu	(1 500)	(1 500)	10 733	(1 500)	(1 500)	4 882
Perte nette	(5 701)	\$ (7 011)	\$ (13 278)	\$ (31 197)	\$ (35 390)	\$ (33 539)
BAIIA ¹	(1 347)	\$ (7 211)	\$ 811	\$ (7 584)	\$ (30 790)	\$ (19 540)
Frais de vente, généraux et administratifs ajustés ¹	34 346	31 449	31 125	117 526	105 475	107 841
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) ¹	4 735	1 768	8 438	(8 950)	(20 105)	(9 862)
BAIIA ajusté ¹	9 721	3 857	10 940	11 109	(12 097)	(1 272)
Bénéfice (perte) net(te) ajusté(e) ¹	3 253	\$ 1 943	\$ 6 401	\$ (15 167)	\$ (19 360)	\$ (6 773)
Perte de base et entièrement diluée par action	(0,21)	\$ (0,26)	\$ (0,51)	\$ (1,20)	\$ (1,36)	\$ (1,29)
Bénéfice (perte) net(te) de base ajusté(e) par action ordinaire ¹	0,12	\$ (0,26)	\$ 0,25	\$ (0,58)	\$ (0,74)	\$ (0,26)
Bénéfice (perte) net(te) entièrement dilué(e) ajusté(e) par action ordinaire ¹	0,12	\$ 0,07	\$ 0,25	\$ (0,58)	\$ (0,74)	\$ (0,26)
Bénéfice brut en pourcentage des ventes	53,1%	45,2%	47,6%	55,3%	43,5%	46,1%
Frais de vente, généraux et administratifs en pourcentage des ventes	61,3%	57,3%	49,1%	68,9%	62,7%	59,1%
Frais de vente, généraux et administratifs ajustés en pourcentage des ventes ¹	46,7%	42,8%	37,4%	59,8%	53,7%	50,7%
Nombre de magasins en fin de période	231	231	237	231	231	237
Baisse des ventes de magasins comparables pour la période	(17,3%)	(17,3%)	(1,6%)	(12,7%)	(12,7%)	(6,1%)
Trésorerie provenant (utilisée) dans les activités d'exploitation	24 878	\$ 19 014	\$ 24 353	\$ 33 108	\$ 9 902	\$ (13 228)
Trésorerie provenant (utilisée) dans les activités de financement	(5 859)	5	—	(23 192)	14	82
Trésorerie utilisée dans les activités d'investissement	(726)	(726)	(993)	(5 652)	(5 652)	(8 264)
Diminution de la trésorerie pendant la période	18 293	18 293	23 360	4 264	4 264	(21 410)
Trésorerie à la fin de la période	46 338	\$ 46 338	\$ 42 074	\$ 46 338	\$ 46 338	\$ 42 074

¹ Se reporter à la rubrique « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » du présent communiqué de presse.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Le présent communiqué comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment 1) le BAIIA et le BAIIA ajusté, 2) la perte d'exploitation ajustée, 3) les frais de vente, généraux et administratifs ajustés, 4) le bénéfice net ajusté (la perte nette ajustée), 5) le bénéfice net ajusté entièrement dilué par action (la perte nette ajustée entièrement diluée par action), et 6) les frais de vente, généraux et administratifs ajustés en pourcentage des ventes. Ces mesures financières non conformes aux IFRS ne sont pas définies par les IFRS et peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Nous croyons que ces mesures financières non conformes aux IFRS fournissent aux investisseurs avertis des renseignements utiles sur nos activités passées. Nous présentons ces mesures financières non conformes aux IFRS comme des mesures supplémentaires du rendement parce que nous croyons qu'elles facilitent l'évaluation comparative de notre rendement d'exploitation par rapport à notre rendement en fonction de nos résultats selon les IFRS, tout en isolant les incidences de certains éléments qui varient d'une période à une autre, mais non en remplacement des mesures financières selon les IFRS.

Pour un rapprochement avec les mesures financières IFRS, veuillez consulter la rubrique sur les mesures financières non conformes aux

IFRS du rapport de gestion de notre formulaire 10-K.

Note

Le présent communiqué doit être lu conjointement avec le rapport de gestion de la Société, qui sera déposé par la Société auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières au www.sedar.com et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis au www.sec.gov et sera également disponible dans la section Investisseurs du site Web de la Société au www.davidstea.com/ca_fr/.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés qui traduisent nos opinions, attentes, convictions, plans ou hypothèses concernant des événements ou des résultats futurs qui sont, ou qui pourraient être, considérés comme des « énoncés prospectifs » (*forward-looking statements*) au sens de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. La mise en garde qui suit est formulée conformément aux dispositions de cette loi, dans le but de bénéficier de la protection de ses dispositions libératoires. Ces énoncés prospectifs se caractérisent généralement par l'utilisation de mots à connotation prospective, comme « croire », « s'attendre à », « peut », « devrait », « projeter », « environ », « avoir l'intention de », « planifier », « estimer » ou « anticiper », ou encore de leurs formes négatives, de leurs variantes ou de termes de même nature. Ces énoncés prospectifs comprennent tous les éléments qui ne sont pas des faits historiques et comprennent des énoncés concernant nos intentions, nos convictions ou nos attentes actuelles concernant, entre autres, la pandémie de la COVID-19, notre stratégie de transformation vers les ventes en ligne et de gros, les ventes futures par le biais de nos canaux de commerce électronique et de gros, la fermeture de certains de nos magasins de détail, les dettes futures au titre des baux, nos résultats d'exploitation, notre situation financière, nos liquidités et nos perspectives, l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'environnement macroéconomique mondial, et notre capacité à rétablir et à maintenir la conformité avec les exigences en matière de cotation au Nasdaq concernant le prix d'offre pour les actions de la Société, dont le non-respect avant le 28 décembre 2020 pourrait entraîner le retrait de la cotation des actions ordinaires de la Société au Nasdaq.

Bien que nous croyons que ces opinions et attentes sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement soumis à des risques, incertitudes et hypothèses à notre sujet, y compris les facteurs de risque énoncés dans notre formulaire 8-K et dans notre formulaire 10-K pour l'exercice clos le 1^{er} février 2020, tous deux déposés auprès de la SEC aujourd'hui.

Information sur la conférence téléphonique

Une conférence téléphonique sur les résultats financiers du quatrième trimestre de l'exercice 2019 est prévue pour aujourd'hui, le 15 juin 2020, à 17h00, heure de l'Est. La conférence téléphonique sera transmise en webdiffusion, et il sera possible d'y accéder dans la section « Investisseurs » du site Web de la Société, à ir.davidstea.com/fr. La webdiffusion sera archivée en ligne deux heures après la fin de la conférence et sera disponible pendant un an.

À propos de Les Thés DAVIDsTEA

Les Thés DAVIDsTEA est un important détaillant de thés de spécialité qui offre une vaste gamme de thés en feuilles, de thés préemballés, de sachets de thé et de cadeaux, accessoires, boissons et aliments exclusifs en lien avec le thé dans plus de 220 magasins de détail détenus et exploités par Les Thés DAVIDsTEA au Canada et aux États-Unis ainsi que sur sa plateforme de commerce électronique au www.davidstea.com/ca_fr. Une sélection de produits Les Thés DAVIDsTEA est également présente dans certaines épicereries du Canada grâce à son canal de distribution de gros en pleine croissance. Le siège social de la Société est à Montréal, au Canada.

Personne-ressource pour les investisseurs

MaisonBrison Communications
Pierre Boucher
514.731.0000
investors@davidstea.com

Personne-ressource pour les médias

PELICAN PR
Lyla Radmanovich
514-845-8763
media@rppelican.ca